

COLLECTIF DE SCIENTIFIQUES POUR LE DESARMEMENT NUCLEAIRE
(Fondateur Alfred Kastler - Président Roger Godement)
8, rue du Vieux Chemin - 91940 Gometz-le-Châtel

LA FRANCE ET LA COURSE AUX ARMEMENTS

Alors que la "menace soviétique", réelle ou imaginée, est en train de s'effondrer, la France, à raison d'une centaine de milliards par an pendant un nombre indéterminé d'années (certains programmes vont jusqu'à 2.010...), "modernise" ses armements.

Nous multiplions par six les ogives d'une centaine de missiles mer-sol et allons fabriquer quelques centaines d'armes "préstratégiques" dont beaucoup de 80 à 300 kilotonnes (Hiroshima = 14 kT). Nous aurons ainsi un millier d'armes nucléaires dont l'emploi relèguerait les camps de concentration et les chambres à gaz au rang des procédés artisanaux (Pierre Sudreau, L'enchaînement, 1967) et relèverait en outre du suicide national. Leur mise au point exige à Mururoa des essais qui soulèvent l'hostilité dans le Pacifique, démolissent les sociétés polynésiennes et ont provoqué la scandaleuse affaire Greenpeace. Les scientifiques ne peuvent étudier librement les effets écologiques de ces essais ni s'exprimer.

A cela s'ajoutent d'autres programmes : sous-marins nouvelle génération, Mirage-2000N et Rafale, porte-avions nucléaire et sa flotte d'accompagnement, chars Leclerc, etc. Leurs énormes coûts subissent déjà les effets habituels des sous-estimations qui facilitent les décisions initiales mais compromettent les "indispensables" programmes prévus: on tente d'y parer par des exportations dont le paiement n'est parfois garanti que par le gouvernement français lui-même (dette irakienne envers la France : 6 milliards de dollars).

Les squelettiques débats parlementaires sur la défense se bornent à entériner ces projets: les débats soviétiques seront bientôt plus sérieux. La défense n'est pas censée concerner les citoyens ordinaires : ils ne pourraient pas comprendre, contrairement aux illettrés techniques qui décident. On peut donc négliger par exemple le sondage de novembre 1988 selon lequel 25 % des Français sont contre une réduction du budget militaire et 74 % pour un transfert vers l'Education Nationale (budget d'équipement pour 1989 moins de 4 milliards contre 98 pour les Armées; budget total de l'Environnement 1 milliard contre plus de 200 pour la Défense; les forêts brûlées repousseront si l'on manque de Canadair...)

Dans le même temps, M. Chevènement et les professionnels de l'armement insistent sur la nécessité d'accentuer l'effort de recherche et développement (RD) militaire - qui absorbe directement 30 milliards, soit plus du tiers des crédits gouvernementaux de RD depuis longtemps -, d'exploiter plus intensivement la recherche civile et de préserver les équipes sous prétexte que (a) les réductions d'armements accéléreront la course aux performances, (b) il est difficile de reconstituer un bureau d'études des années après sa dispersion, (c) l'URSS poursuit ses efforts de "modernisation" (on oublie de mentionner qu'aux USA, la RD militaire continue à percevoir 35 à 40 milliards de dollars par an), (d) on ne peut prévoir quelles seront les "nouvelles menaces" dans vingt ans, délai approximatif entre le début de la conception d'une arme et son déploiement, et même si la confrontation Est-Ouest s'estompe, d'autres - peu importe lesquelles ! - peuvent la remplacer, *cqfd*.

C'est la rhétorique qui a assuré la pérennité de la course aux armements. **Maintenir en activité des centres de recherche militaire, en France ou ailleurs, pour se prémunir contre les surprises de l'an 2.010 en attendant celles de 2.040, puis de 2.080, etc, c'est garantir le perfectionnement indéfini des armes existantes et l'apparition de nouvelles armes aussi sûrement que l'on garantit l'apparition de nouveaux médicaments en finançant la recherche bio-**

médicale. Alors que l'on espère partout une paix véritable, orienter vers les armes de 2010 ou 2030 (Ingénieur Général Yves Sillard, La Villette, 15/5/90) tant de scientifiques et d'ingénieurs souvient de premier ordre, c'est *insulter l'avenir*. C'est aussi insulter la science : elle aurait mieux à faire que de fournir des Luna-Parks à une communauté militaro-industrielle internationale composée de frères ennemis prospérant symbiotiquement en attendant l'accident maximum prévisible.

Depuis Charles Hernu, les relations entre les scientifiques, les ingénieurs et industriels de l'armement et les militaires s'exhibent au grand jour dans une Association Science et Défense : obnubilé par 1793, le PS a en fait substitué le cynisme à l'hypocrisie. Des centaines ou milliers de scientifiques américains, britanniques, allemands, italiens et même soviétiques ne cessent de réfléchir en commun aux moyens de renverser les tendances pathologiques du passé. La communauté scientifique française, elle, se distingue par son mutisme quasi complet et/ou sa fructueuse complicité, selon les cas individuels.

Avant les années 1930, et à part des urgences comme la Grande Guerre ou des problèmes limités (explosifs) faisant intervenir peu d'experts de haut niveau, les scientifiques n'avaient ni activités ni contrats militaires; Gauss, Maxwell, Liebig, les Curie, Einstein, Rutherford, Dirac et autres s'en sont passés. Les militaires ont certes favorisé quelques innovations techniques (instruments de navigation, production en série de pièces interchangeables, aciers "spéciaux", aéronautique), mais la Révolution industrielle - mécanisation du textile, machine et navigation à vapeur, chemins de fer, acide sulfurique, chlore, soude, ciment, engrais, colorants, pétrole, plastiques, médicaments, électricité, téléphone, moteur à explosion, automobile, etc. - ne leur doit quasiment rien. Même si les militaires finissaient par se convertir aux nouvelles techniques, celles-ci étaient avant tout propulsées par leurs marchés civils, y compris dans la métallurgie où, entre 1880 et 1914, se constituèrent les premiers "complexes militaro-industriels" avec, déjà, toute la pathologie de notre époque.

Le développement depuis 1940 des "techniques de pointe" à coups de crédits militaires ne prouve que l'intérêt prioritaire des décideurs contemporains pour l'armement : en 1986, le gouvernement américain a versé 12 milliards de dollars à l'industrie aérospatiale et 8 à l'électronique au titre de la RD, militaire à 70 % au moins, mais 1 million seulement à l'industrie pharmaceutique qui n'en prospère pas moins, ici encore, vu son évidente utilité civile. En France aussi, les trois quarts des crédits vont à l'aérospatial et à l'électronique. Etrange "civilisation" qui aura eu besoin d'Hitler et de la guerre froide pour se donner les avions à réaction, les fusées, l'informatique, l'électronucléaire et les satellites...

Outre que ces grandes retombées civiles du "progrès" militaire ont longtemps favorisé les USA aux dépens du reste du monde - voir les réactions gaullistes ou japonaises -, on ne voit guère ce qui pourrait leur succéder : que faire dans le civil d'avions "invisibles" aux radars ? de missiles de croisière ? d'armes anti-avions, anti-missiles ou anti-satellites ? de sous-marins nucléaires ? du "rayon de la mort" que nous préparent des experts en lasers ? Lorsque des ingénieurs militaires ont voulu transposer aux avions civils leurs exploits supersoniques, ils ont fait le Concorde : 30 milliards de F. 1978 gaspillés par les deux participants (*nous avons su le faire*, proclament-ils, mais il était invendable); le SST américain et le Tu-144 soviétique, eux, n'ont même pas ou à peine volé. Devenu trop "baroque", l'armement neutralise d'énormes capacités industrielles et intellectuelles et phagocyte la recherche civile. Thomson-CSF et Matra vendent en 1984 à l'Arabie Saoudite une défense anti-aérienne de 35 milliards, mais d'où viennent nos micro-ordinateurs ?

On découvre en France, vingt ans après les Etats-Unis, l'exemple d'un Japon qui n'a jamais consacré plus de 1 % de son PNB à la défense depuis 1945. On pourrait citer aussi l'exemple inverse des Soviétiques qui, se croyant ou étant obligés de rester dans la course

aux armements pour préserver leur influence, leur indépendance ou même leur existence, ont jugé bon (sic) de consacrer une part très importante de leurs ressources à une formidable accumulation d'armes nucléaires et conventionnelles (général Schmitt, chef d'Etat-Major. Le Monde, 23/3/90) - à savoir entre 10 et 25 % de leur PNB, personne ne sait au juste, contre 5 à 6 % globalement à l'Ouest, quatre à six fois plus riche que l'URSS : socialisme ou pas, on voit aujourd'hui le résultat. Même les USA, seul pays sorti plus riche (de 55 %) de la guerre en 1945 et consacrant depuis bientôt vingt ans à la défense de 5 à 7 % d'un PNB double ou triple du soviétique, en éprouvent les effets négatifs.

Le relatif gaspillage américain aura certes maintenu la pression assez longtemps pour discréditer le dangereux exemple socialiste et assurer en même temps la prospérité d'un scientific-military-industrial complex (SMIC) dont, à son niveau, la France aussi est bien pourvue. Il est chez nous d'autant plus influent que les polytechniciens qui le dirigent sont inamovibles sauf passages volontaires à l'industrie et que chaque type de matériel n'a généralement qu'un seul fournisseur possible. L'invariance de ses activités et dirigeants à travers les changements politiques est une signe qui ne trompe pas : ce sont les politiciens qui s'adaptent et non l'inverse, comme la gauche l'a lumineusement démontré. Le fait que notre SMIC national soit autorisé à planifier à 20 ou 30 ans d'échéance en est un autre.

Dans Le grand débat, Raymond Aron exerçait déjà en 1963 son ironie contre la politique nucléaire gaulliste et ses stratèges en chambre - il n'y en a pas d'autres sur la Terre, les "experts" sans expérience concrète de la guerre nucléaire se bornant à des discours encore plus théoriques que les mirifiques stratégies de 1914, 1939 ou 1941. Vingt-cinq ans plus tard, la rhétorique, à défaut des munitions, laisse toujours autant à désirer.

Le général Schmitt nous dit que les 14.000 chars soviétiques qui resteront à l'Ouest de l'Oural après les accords de Vienne représentent *trois fois le potentiel blindé de l'armée allemande lorsqu'elle a envahi l'URSS le 22 juin 1941*. Si les Soviétiques s'en souviennent encore, cette comparaison - au reste dépourvue de sens puisque les blindés et armes anti-tank de 1990 ne sont pas ceux de 1941 - pourrait aisément justifier leurs futurs 14.000 chars ! Mais inutile de s'inquiéter : *nos moyens préstratégiques... nous donnent la certitude (!) que, s'il y avait à nouveau un changement d'orientation dans la politique soviétique, ce potentiel conventionnel impressionnant ne pourrait pas pour autant se mettre en mouvement*. Espérons que nous n'aurons pas à expérimenter cette éblouissante théorie... Et notons en passant que les pays de l'OTAN, disposant d'énormes industries mécaniques et électroniques, auraient pu depuis longtemps équilibrer les chars soviétiques s'ils l'avaient décidé; sauf irresponsabilité grossière, c'est le recours automatique prévu aux marteaux-pilons nucléaires qui explique depuis 1954 leur infériorité numérique délibérée en blindés et qui, symétriquement, explique en grande partie la supériorité soviétique. De qui se moque-t-on ?

Le général Norlain nous dit, lui (Le Monde, 14/3/90), que les 7.300 avions de combat que conservera l'URSS représentent entre une fois et demie et deux fois l'aviation allemande engagée contre la France en 1940. C'est aussi plus du double des 3.000 avions à peine qui, en juin 1941, détruisirent dès le premier jour de l'attaque-surprise quelque 1.800 appareils soviétiques. Ici encore, l'argumentation peut aussi bien justifier les armements soviétiques. Vérité en deça du rideau de fer, erreur au delà...

Observant que les objectifs - exclusivement militaires, cela va de soi pour la France des Droits de l'Homme - de nos armes préstratégiques ne se situeront sans doute pas en URSS, M. François de Rose, ex-ambassadeur de France auprès de l'OTAN, réclamait des explications dans Le Monde du 5/10/89 : *ou bien nous croyons à la doctrine de frappe unique d'avertissement, mais alors pourquoi ces nombres de vecteurs et de charges capables de*

provoquer un cataclysme sur notre continent, ou bien ces nombres et puissances se justifient par une autre stratégie. Mais alors, laquelle ? Réponse du général Le Borgne le 12/10 : *L'agression militaire de l'Est...ne sera point initialement nucléaire, mais classique.* (Autre "certitude"). *C'est à nous, défenseurs, qu'appartient la décision terrible du premier feu* (décision plébiscitée par deux pour cent des Français, Le Monde, 23/5/89), le rôle des armes pré-stratégiques étant de servir aussi de *détonateur sensible*. Un détonateur déclenche une explosion beaucoup plus puissante que lui. Ensuite ? Le problème - comment contrôler l'escalade - n'a pas varié depuis 30 ans, car il n'a pas de solution.

Ou bien le désarmement global, simultané et contrôlé, sera poursuivi, et la paix gardera ses chances, ou bien la course au surarmement reprendra, avec, au bout, la guerre. Qui parle ainsi ? M. Mitterand en avril 1988, l'homme qui dit avoir droit de vie et de mort sur la France (et les Français). Mais le seul rôle qu'il s'attribue est d'encourager les autres à désarmer : notre pays, lui, peut légitimement se munir de centaines d'armes nucléaires supplémentaires puisqu'il n'en possède pas encore autant que les deux champions ! On l'a ensuite entendu dire (IHEDN, 11/10/88) que *nous ne nous priverons d'aucun type d'arme qui serait détenu par les autres puissances* quelques instants après avoir déclaré que *rien ne doit être fait qui puisse contrarier l'effort de désarmement dans le monde*. Comprenez qui pourra cette logique semblant impliquer que la France ne ferait pas partie du "monde".

Ce sont les armes nucléaires qui ont assuré la paix en Europe depuis 1945, nous répète-t-on ad nauseam sans la moindre explication. Mais (a) perçues comme une menace mortelle, ces armes ont dès le début formidablement renforcé l'hostilité entre les deux blocs et justifié l'armée classique soviétique, (b) c'est l'introduction d'armes nucléaires soviétiques à Cuba qui a provoqué la crise de loin la plus grave depuis 1945, (c) les armes soviétiques aussi ont peut-être "assuré la paix", par exemple en dissuadant l'OTAN d'intervenir en Tchécoslovaquie en 1968, (d) la théorie n'explique pas les 30.000 armes de part et d'autre, (d) elle ne vaut sûrement pas pour les armes nucléaires françaises, (e) elle n'explique pas les milliers de blindés des deux camps, (f) il se pourrait - c'est à vérifier... - que l'unique fonction des armes nucléaires soit d'interdire leur emploi par l'adversaire et non d'interdire la guerre. (g) elles ne l'ont pas interdit *par négres interposés* (Leopold Sedar Senghor), (h) même sans armes nucléaires, un troisième conflit mondial serait assez catastrophique et incontrôlable pour dissuader les amateurs moins aventuristes qu'Adolf Hitler.

Quant à l'avenir, **les seules armes qui ne serviront certainement jamais sont celles qui n'existent pas**. Le général de Gaulle a remarqué un jour que nous étions au siècle du nationalisme - idée chère aux primitifs de droite d'avant 1914. Un mélange de nationalismes et d'armes nucléaires est potentiellement explosif. Sans être aventuriste, de Gaulle eut un moment, à tort ou à raison, la réputation d'être le seul chef d'Etat capable d'appuyer sur le bouton en cas de guerre. Le fait que ces armes, dont l'usage *laisserait d'irréductibles sentiments d'hostilité pendant des générations* (E. Fermi et I. Rabi, 30/10/49), attirent encore nos dirigeants sans guère susciter d'opposition active en dit long sur le décalage de ce pays par rapport aux actuels bouleversements. A l'Est, rien de nouveau ? (Mai 1990)

PROPOSITIONS DU CSDN

- 1 - Réduction substantielle de la part du PNB consacrée à l'armement, notamment nucléaire, et diminution radicale de l'effort de recherche militaire.
- 2 - Transferts de crédits vers l'enseignement, la santé, l'environnement et reconversion civile des activités de RD et de production supprimées.
- 3 - Arrêt de tous les essais nucléaires.
- 4 - Participation française beaucoup plus active au processus de réduction des armements, notamment en Europe.